

europa

irlande

la loi des armes

De notre envoyé spécial

Belfast. Dimanche. — Une explosion fait trembler les vitres. Deux minutes plus tard, mugissent les sirènes des pompiers : un entrepôt près de la gare de Great Victoria Street brûle. Belfast a pris l'habitude des attentats à la bombe, qui se produisent désormais au rythme de trois ou quatre par jour.

Pour les militaires britanniques, cette nouvelle vague d'explosions est « bon signe » : cela prouve, disent-ils, que l'IRA en est réduite à la subversion « à distance » et ne peut plus aligner ses tireurs. Chaque semaine pourtant apporte son quota de fusillades, de francs-tireurs blessés ou tués, de soldats « morts en service commandé » ; la presse britannique publiait récemment les photos des cinquante premiers soldats abattus en trois ans.

Coup sur coup, en moins d'une semaine, deux attentats revendiqués par les **Officials** de l'IRA, sont venus saper le bel optimisme — pour ne pas

dire parfois l'inconscience — de l'armée. Le 22 février, une voiture bourrée d'explosifs sautait devant le mess des officiers de la 16^e brigade de parachutistes à **Aldershot**, dans le **Hampshire**, au cœur même de l'Angleterre. Premier bilan : sept morts et seize blessés — presque tous des civils. Quatre jours plus tard, à **Belfast** cette fois, le ministre de l'Intérieur du gouvernement unioniste, **John Taylor**, bras droit du premier ministre **Brian Faulkner**, essayait une rafale de mitrailleuse. Grièvement blessé, il en réchappait de justesse.

L'IRA-**Officials**, en présentant ces attentats comme des « représailles » contre les treize morts de **Derry** (voir PH n° 17) et contre la poursuite de l'internement, exprimait ses regrets que les explosifs d'**Aldershot** aient atteint des civils.

La surenchère

L'émotion, à **Belfast**, est considérable. Indignation, certes, mais aussi enthousiasme mal réfréné dans les milieux républicains qui sont loin de tous condamner ce que la presse bourgeoise qualifie à l'envie de « massacre d'**Aldershot** ». En fait, le sentiment dominant, c'est peut-être la surprise : comment, se demande-t-on, les **Officials**, qui se sont toujours démarqués par rapport aux **Provisional** (autre branche de l'IRA) par leur refus d'entreprendre des actions offensives, ont-ils pu passer à l'attaque, à un moment où la perspective d'initiatives politiques de la part de Londres semblait leur donner une chance d'intervenir directement en force au niveau politique ?

« Nous n'avons pas changé de stratégie », m'a assuré un dirigeant des **Officials** de **Belfast**, « les soldats ont tué treize civils à l'entrée du Bogside à **Derry**, dans notre propre fief, nous avons répliqué en allant les chercher chez eux et en frappant aussi, au centre au centre du bastion unioniste, un de nos pires ennemis, **John Taylor**. »

L'attitude actuelle des **Officials**

semble tenir à deux facteurs : d'une part, la surenchère constante à laquelle cette tendance est soumise sur le plan militaire par les **Provisionals** ; d'autre part, la volonté des **Officials** de prendre ses distances vis-à-vis de Londres et de placer le gouvernement britannique dans une position de plus en plus difficile.

Les **Provisionals** apparaissent depuis plusieurs mois comme les véritables défenseurs de la communauté catholique ; leurs rangs se sont gonflés par à-coups (après l'ouverture des camps d'internement, en août dernier, puis après le massacre de **Derry**). Ils ont même rallié à eux des militants et des sympathisants **Officials**, déçus par la ligne officielle du mouvement, qui fait passer l'éducation politique des masses avant la lutte pour l'unification de l'Irlande et insiste pour que l'action militaire demeure purement défensive.

La chasse aux sorcières

La pression de la base pour les initiatives militaires est devenue d'autant plus insistante que les dirigeants du mouvement ont durci leur attitude sur le plan politique.

En même temps, il fallait couper l'herbe sous les pieds aux autorités de Londres, qui paraissent jusqu'à ces derniers jours disposées à envisager la collaboration des membres du mouvement des droits civiques les plus « raisonnables » — c'est-à-dire les moins compromis avec l'IRA —, et leur faire comprendre que les seuls interlocuteurs valables, au sein de la minorité catholique, demeurent les **Officials** de l'IRA. L'indignation des partis politiques et de l'opinion publique britanniques après **Aldershot**, la peur et la colère montantes des partis et de la population protestante d'**Ulster** après l'attentat contre **Taylor** : autant de pressions directes interdisant une solution de compromis. Dans cette politique du pire, les **Officials** s'estiment assez forts pour vaincre.

Dès le lendemain de l'explo-

sion d'**Aldershot**, cependant, les autorités de **Dublin** ont lancé la chasse aux sorcières : les principaux dirigeants de l'IRA et du **Sinn Fein** (aile politique du mouvement républicain, autorisée en Irlande) ont été arrêtés, mais la plupart ont été rapidement libérés sous caution. Ils sont inculpés d'appartenance à une organisation clandestine — mais rien n'a pu être retenu contre eux au sujet des attentats.

Par ce geste spectaculaire, le gouvernement de **Dublin** a voulu donner un gage de bonne volonté aux autorités de Londres en faisant sa « part de travail ». Pour aboutir à un règlement du conflit en Irlande du nord, dit-on à **Dublin**, il faut éliminer la violence : que Londres intervienne contre les protestants, nous interviendrons contre les extrémistes de l'IRA...

Mais le geste est de courte portée. Compte tenu des sympathies républicaines du peuple irlandais, les autorités de **Dublin** ne peuvent sévir comme elles l'entendent sans rouvrir les camps d'internement : l'exemple des camps de détention en **Ulster** montre que, si l'IRA fait peser, aujourd'hui, une certaine menace sur le gouvernement de **Dublin**, cette menace serait décuplée par l'ouverture des camps.

A vrai dire, **Lynch**, le premier ministre de **Dublin**, se contente d'exploiter les ressources du moment : sur la question de l'unification de l'Irlande, il a le soutien des formations d'opposition et il peut se permettre de mécontenter les Républicains les plus extrémistes de son propre parti, le **Fianna Fail**.

Ainsi, trois de ses propres députés — un ancien ministre, **Neil Blaney**, un ancien secrétaire parlementaire, **Paudge Brennan** et **M. Des Foley** — viennent d'annoncer leur défection, « à la suite des derniers événements », ce qui pourrait, en principe, mettre le gouvernement en minorité (70 voix au **Fianna Fail** contre 70 — plus trois éventuellement — aux partis d'opposition, **Fine Gael** et parti travailliste).

En fait, chacun sait que le vrai danger n'est pas là, mais parmi l'opposition extraparlamentaire (IRA, **Sinn Fein** et gauchistes) et le soutien croissant qu'elle trouve dans la population. Toucher à cette opposition-là, c'est risquer un soulèvement populaire : les autorités de **Dublin** nient officiellement une telle éventualité, mais elles en tiennent le plus grand compte. Elles se garderont bien de précipiter les choses.

Marcel Barang ■

Politique Hebdo.

2 MARS 1972